

mardi 24 mai 2011

Les motards déménagent sans quitter la ville



Le lieutenant Philippe Perrot, patron de la brigade motorisée, va bientôt déménager rue de La-Trinité.

Début juillet, les gendarmes de la brigade motorisée s'installeront rue de la Trinité. Leur caserne actuelle - un hectare à quelques pas du Roudourou - attend d'éventuels repreneurs.

BMO : 21 motards

Le peloton autoroutier a été créé en septembre 2007 pour s'installer à Guingamp en août 2008. Fort de 21 gendarmes, le peloton est devenu brigade motorisée (BMO) en août 2010. « La gendarmerie voulait montrer que ses actions ne se limitaient pas uniquement au réseau autoroutier, mais qu'elles se déployaient aussi sur le réseau secondaire où il y a le plus d'accidents », commente le lieutenant Philippe Perrot, chef de la BMO.

Trente logements rue Sérusier

La brigade motorisée est pour le moment installée dans l'ancienne gendarmerie de Guingamp, rue Paul-Sérusier, à deux pas du stade du Roudourou. Le site comprend un bâtiment administratif, un garage et trois blocs d'habitation. Au total, il y a une trentaine de logements, du T3 au T5. Le tout sur un terrain de 9 950 m². De nombreux appartements sont vides depuis longtemps.

Déménagement fin juin

Actuellement, déjà onze gendarmes de la BMO sont logés dans la nouvelle caserne, rue de La-Trinité. Là où sont également basées la brigade territoriale de Guingamp et la compagnie. Le reste de l'unité déménagera fin juin. L'ensemble de la BMO sera installé au 1^{er} juillet. « Ce déménagement ne modifiera en rien les missions et les effectifs de la brigade motorisée », insiste le lieutenant Perrot.

Pas de travaux

Un moment évoquée, l'idée de rénover la caserne a fait long feu. Le coût des travaux s'avérerait en effet très élevé pour réhabiliter des bâtiments construits il y a plus de trente ans et qui ne correspondent plus aux normes. L'État, propriétaire du site, a donc renoncé à ce vaste chantier.

L'avenir du site à la Sovafim

L'État a délégué à la Société de valorisation foncière et immobilière (Sovafim), société anonyme dont il est l'actionnaire

unique, le soin de gérer l'avenir du site. La Sovafim a pour mission de valoriser les biens immobiliers publics devenus inutiles. Son but est de réduire au maximum le temps d'inoccupation du lieu.

Plusieurs scénarios

Prochainement, la ville se verra proposer l'ensemble du site. « Si elle n'est pas intéressée, nous réfléchirons à d'autres solutions de sortie », commente Anne Le Goff, pour la Sovafim. À ce stade, rien n'est encore arrêté. La société réfléchit à la manière dont la partie administrative pourrait être réutilisée. « Nous avons des contacts avec plusieurs sociétés. » Un cabinet comptable s'est montré intéressé. Concernant les logements, ils seront probablement proposés à des bailleurs sociaux.